



**JEUDI 23 JUIN**

## Olivier Piou organise de vrais-faux adieux très détendus

**S**ur une terrasse des Champs-Elysées, Olivier Piou, qui tient les rênes de Gemalto (ex-Gemplus) depuis dix-huit ans, donne un pot d'adieu à son image : sympathique. Alors que les départs de grands patrons se font dans la douleur, Piou quitte le navire dans une ambiance détendue, fier d'avoir fait passer la société de 200 à... 14 000 collaborateurs. Son pire souvenir ? Le 1<sup>er</sup> janvier 2010, quand ses puces de cartes bancaires en Allemagne, comprenant mal la date étrange et binaire de 01012010, se sont... bloquées. Son plus grand regret ? N'avoir pas réussi, « *faute d'interlocuteurs* », à doter les réfugiés en Europe d'un identifiant numérique qui aurait simplifié leur vie et résolu pas mal de problèmes.

A 58 ans, on ne le croit guère quand il nous raconte qu'il va vivre et voyager tranquillement. En commençant par l'Australie, pour observer les étoiles durant trois mois. L'avenir de Piou est peut-être de l'autre côté du monde, en Finlande, où il a été désigné il y a quelques mois vice-président du conseil de Nokia. A Gemalto, il a aussi un siège d'administrateur. Histoire de garder un œil sur son successeur et ex-adjoint Philippe Vallée.

**VENDREDI 24**

## Le Brexit n'est qu'un « tourbillon » dans la « métamorphose » de Vulpian

**O**n a peu dormi, ballotté entre les chaînes d'information et leurs éditions spéciales sur le Brexit, où des experts disserent depuis l'aube sur l'article 50 et le risque d'effondrement de l'Union européenne. On respire en petit-déjeunant avec le sociologue et ethnologue Alain de Vulpian. Proche de Michel Rocard, cet intellectuel est l'auteur d'*Eloge de la métamorphose*, que publient les éditions Saint-Simon. Père de l'analyse sociologique « qualitative », fondateur (en 1954 !) de l'institut Cofremca, Vulpian a travaillé pour des multinationales comme Unilever afin de sonder les mouvements de notre civilisation.

Selon lui, le Brexit, comme l'islamisme radical et les populismes, sont de simples « *tourbillons* » d'un mouvement engagé depuis les années 1930 avec la montée des classes moyennes, Internet intervenant comme un accélérateur. Ce sont les socio-cultures fondées au néolithique, celle des fleuves et des villages, qui s'effondrent au profit d'une nouvelle civilisation « *interconnectée comme un cerveau* ». La hiérarchie, les stocks, la domestication, la propriété sont en voie de dissolution, comme la démocratie représentative. Il affirme que cette métamorphose « *est un cadeau du ciel* », mais il ne croit pas en Dieu et réfute que le système vivant puisse avoir une « *trajectoire* ». On préfère Teilhard de Chardin et l'évolution cosmique et positive de l'homme. Mais il est 10 heures, notre mobile indique que le CAC 40 s'effondre.

**VENDREDI 24**

## Le Sénat fait un cadeau à la justice pénale des affaires

**E**stimant impossible de contrôler la masse des documents, courriers et argumentaires émis par les entreprises, le Sénat a supprimé de larges pans des textes sur la mise au pas des lobbyistes, votée ce jour en première lecture. EDF, la SNCF, Engie ou Veolia traitent en effet tous les mois avec des milliers d'élus locaux ! Les sénateurs ont aussi écarté l'obligation par les sociétés de publier des rapports semestriels exhaustifs sur leurs relations avec les décideurs du public. « *Cette disposition aurait violé le secret des affaires et porté un tort considérable aux intérêts économiques français* », s'insurge Olivier Le Picard, cofondateur, en 1991, de l'Association française des conseils en lobbying et corédacteur de leur charte déontologique.

Mais la Haute Assemblée n'est pas pour autant perméable aux arguments des lobbyistes : une couche pénale a été ajoutée à la loi Sapin 2, avec des peines de prison et des amendes allant jusqu'à 1 % du chiffre d'affaires pour les entreprises qui n'auraient pas rempli leurs obligations vis-à-vis de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Une bénédiction pour les juges d'instruction qui pourront ainsi étendre à l'infini le champ de leurs enquêtes dans le monde des affaires.

**LUNDI 27**

## Le futur statut d'économie de marché de la Chine terrifie Paris

**D**e peur qu'ils ne soient espionnés par les services chinois, la consigne vient d'être donnée aux conseillers ministériels et aux fonctionnaires concernés de ne plus se parler au téléphone, ni de s'envoyer de courriels. De quoi s'agit-il ? Du dossier de l'octroi, ou non, du « statut d'économie de marché » à la Chine, sur lequel la Commission européenne doit se prononcer. Admise à l'OMC, en 2001, comme « économie non marchande », son statut devait être révisé quinze ans plus tard à condition que Pékin fasse des réformes en ce sens. Le nouveau statut mettrait fin à 52 mesures antidumping imposées à la Chine.

« *Ce serait la fin en France de nombreuses industries de pointe* », s'inquiète Bercy, où on estime que « *5 millions d'emplois seraient fragilisés en Europe* ». Les premiers : les fabricants de matériaux stratégiques, tels l'acier, le silicium et les métaux associés, à la base, notamment, des panneaux solaires. Notre interlocuteur est persuadé que Bruxelles a « *dealé* » avec Pékin au pire de la crise de l'euro, contre une injection massive de capitaux. Alors que le Parlement européen a exprimé son opposition, Paris ne veut pas s'exposer, tant les risques de rétorsion chinois sont énormes. Une résolution, présentée par Bernadette Laclais, députée socialiste de Savoie, défendant les intérêts des usines Ferropem (ex-Pechiney) a été bloquée, afin d'éviter de surmédiatiser le sujet. Angela Merkel s'est saisie du dossier, cela tombe bien. ■

A la semaine prochaine